

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Forum des caisses de dépôts

Mobilisation des ressources domestiques, une préoccupation à Abidjan

Le forum de la Caisse des dépôts et consignations de Côte d'Ivoire (CDC CI) a été organisé ce mardi 18 octobre à Abidjan ... • (Page 11)

Mois du consommons local

« Le diplôme aujourd'hui, c'est un pis-aller », dixit Marcel Afouda

Le consommons local ne s'entend pas sans la production pour l'offre locale. Cela suppose une bonne formation ... • (Page 10)



Progrès technologiques

L'Afrique joue son destin avec la 4^{ème} révolution



Réformes fiscales en Afrique de l'Ouest

• (Page 11)

Une harmonisation régionale de la TVA en cours

• (Page 03)

Développement des compétences

"KEMS-Concept Consulting" s'installe au Bénin pour la certification des personnes

Avec les progrès en cours au Bénin, les cabinets de développement de compétences, de certification de personnes et ... • (Page 02)

Activités génératrices de revenus

Sensibilisation sur les principes du microcrédit Alafia 2

Le Fonds National de la Microfinance (FNM) a effectué une tournée d'informations ... • (Page 10)

Mission économique au Bénin

Le patronat béninois renforce son partenariat avec les entreprises néerlandaises

Une délégation de la mission économique et commerciale conduite par Maartje SIMTSHUYSEN du Ministère des affaires étrangères a eu des échanges fructueux avec les ... • (Page 04)

Semaine du numérique 2022

L'holographie, Aurélie Adam Soulé Zoumarou sort le grand jeu

Le mardi 18 octobre s'est tenu à Cotonou, le lancement officiel de la Semaine du numérique (Senum 2022) ... • (Page 05)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	652.73	655.95	775.87	1.57	80.69	38.18	4.7	97.15	177.73	8.2

Développement des compétences

"KEMS-Concept Consulting" s'installe au Bénin pour la Certification des personnes

Avec les progrès en cours au Bénin, les cabinets de développement de compétences, de certification de personnes et de l'Infrastructure Qualité, se font de la place. Riche de ses 20 ans d'expérience, KEMS Concept Consulting (KCC) basé à Genève entame son expansion en Afrique par le Bénin.

• Sylvestre TCHOMAKOU

En métamorphose dans plusieurs secteurs d'activités, le Bénin, pour réussir à maintenir le cap et progresser davantage, doit pouvoir compter sur des ressources humaines de qualité. C'est fort de cette évidence que KEMS Concept Consulting (KCC), la branche « Consulting » du Groupe KEMS Concept, organisme d'information technologique, de renforcement de capacités individuelles et institutionnelles ainsi que de certification de personnes, s'installe au Bénin. Choissant le Bénin comme pays de début de son expansion, le Groupe entend ne pas rester en marge des initiatives de transformation structurelle et infrastructurelle en cours sur le continent. D'après l'équipe de KCC au Bénin, l'objectif spécifique est de contribuer à la réduction du déficit normatif en liaison avec les technologies et les normes identifiées comme clés pour l'opérationnalisation des réformes en cours dans le secteur public et relatives aux transformations qu'exige la Nouvelle Gestion Publique (NGP) que le Bénin a adoptée et met en œuvre avec plus de vigueur sous le régime du Président Talon depuis 2016. Les réformes visées, précise l'organisme dans un communiqué de presse, recouvrent un certain nombre de technologies « soft » et de normes associées dont l'utilisation optimale et efficace est conditionnée par l'emploi ou l'intervention de professionnels certifiés disposant de l'expertise et de compétences appropriées. Les réformes font aussi partie de la catégorie de réformes majeures qui font apparaître de nouveaux paradigmes et demandent d'autant plus de temps et de persévérance qu'elles présentent un caractère systémique. En plus donc des compétences d'ordre technique relatives aux technologies « soft » et aux normes associées, des compétences comportementales sont aussi requises pour



accompagner les structures dans leurs efforts d'opérationnalisation des réformes qui les concernent. Ces réformes sont entre autres : la réforme sur la décentralisation qui ouvre de grands chantiers en matière de désenchevêtrement des échelons de l'Etat, de séparation entre le décideur et l'exécutant, de rapprochement de l'administration du citoyen/client etc. ; le décret 2018-396 du 29 août 2018 portant réorganisation des organes de contrôle de l'ordre administratif qui, en faisant obligation aux ministères ainsi qu'à leurs structures sous tutelle de mettre en place des dispositifs de maîtrise de risques, vise la construction d'une administration publique moderne tournée vers l'efficacité ; le basculement intégral de la gestion budgétaire en mode programme à compter du 1er janvier 2022 qui offre plus de passerelles pour la généralisation de la gestion axée sur les résultats ; la Loi No 2020 - 20 du 02 septembre 2020 portant création, organisation et fonctionnement des entreprises publiques en République du Bénin qui, conformément aux Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques, favorise la déconcentration de l'Etat, grâce à la création d'entreprises et d'agences publiques ayant des méthodes de gestion s'inspirant très largement de celles du secteur privé.

Les banques au centre

Secteur clé en évolution continue, les banques pourront également bénéficier de l'expertise de KCC Bénin. Selon l'équipe pays, des offres existent aussi pour le secteur bancaire, y compris les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD). Ces offres devront permettre de faciliter à ce groupe cible, non seulement un accès à une expérience et une expertise de premier plan en matière de gestion des risques opérationnels et de réglementation, mais aussi un accès à des solutions et services sur mesure, adaptées à l'environnement des clients, pour des bénéfices à long terme. Un programme de certification des Gestionnaires des risques opérationnels dans les institutions financières en partenariat avec PECB (Professional Evaluation and Certification) sera aussi offert.

Pour une meilleure couverture et efficacité, KCC interviendra au Bénin en partenariat avec d'autres organismes comme Chapelle Consulting, un leader mondial de la formation en gestion des risques opérationnels pour le secteur des services financiers qui a son siège à Londres et des représentations en Belgique et en Suisse. L'équipe de KCC/Chapelle Consulting compte dans ses rangs, des professionnels du contrôle interne, du management des risques, de gestion de projets, de la communication ainsi que des experts comptables pour atteindre ses objectifs.

AUX DECIDEURS...**Une dynamique économique rompue**

Le stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou à Cotonou qui scelle l'amitié entre le Bénin et la Chine, est devenu au cours de ces 20 dernières années, un véritable centre commercial. Sa galerie qui ceint les infrastructures sportives (le palais des congrès, la piscine, les nombreuses aires de jeux dont celles du Law tennis et du football), est constituée de boutiques, de débits de boissons, de restaurants, qui s'alternent avec les agences de tourisme et voyages, de banques, d'assurances et de réseaux de téléphonie mobile. Dans cet univers qui défie l'esthétique et où l'on côtoie quelque fois des velléités d'insécurité qui perturbent la quiétude de belles de nuit, le désordre était quasi-total. En effet, les belles de nuit ont fait de la façade extérieure du stade la vitrine d'exposition des rondeurs et d'attraction de bites. Elles ne manquent pas de faire de bons chiffres d'affaires. Les vendeurs ambulants dont certains sont animés d'intentions malveillantes se pavanent à longueur de journée sur l'esplanade et il n'est pas rare que se signalent des vols de biens précieux de certains usagers. Dans cet environnement hostile à la quiétude aussi bien des belles de nuit que des usagers de la galerie marchande, le stade de l'amitié de Kouhounou offrait l'occasion aux promoteurs d'entreprises de brasser pour les uns quelques dizaines de mille et pour d'autres des centaines de mille voire des millions de francs CFA au quotidien. Avant le déguerpissement de juin 2022, il était loisible aux usagers du stade de l'amitié de Kouhounou de se ravitailler en tout ou presque tout : vêtements, chaussures, bijoux, articles de bureau, ustensiles de cuisine etc. Il servait aussi souvent de lieu d'escale pour nombre de fonctionnaires qui résident sur le territoire de la commune d'Abomey-Calavi. En effet, pour éviter le go slow à la fermeture des bureaux, nombre de fonctionnaires en partance sur Ouidah ou Abomey-Calavi observaient la pause stratégique pour éviter le stress. Entre 19h et 21h, ces derniers prennent beaucoup de leurs rendez-vous sur l'esplanade du stade de l'amitié avant de regagner sereinement leur résidence après avoir participé à faire fonctionner l'économie de la soirée. Malgré les services que rendait l'esplanade du stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou, le moment était venu de revoir la structure de sa galerie marchande. Or, il est impossible de faire des omelettes sans casser des œufs. D'où la rupture de la dynamique commerciale qui y a régné pendant plusieurs lustres. Chaque agent commercial a trouvé un nouvel espace foncier pour poursuivre ses activités. L'ancienne chaîne est rompue certes. Il est à souhaiter que les travaux de réhabilitation du stade de l'amitié se fassent rapidement afin d'offrir une nouvelle galerie marchande aux usagers qui ont pris goût à fréquenter l'esplanade du stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Décarbonisation : AngloGold Ashanti va émettre une obligation verte de 250 millions USD

AngloGold Ashanti, compagnie minière sud-africaine, a annoncé mercredi 12 octobre, son intention d'émettre prochainement une obligation verte de 250 à 300 millions USD pour financer ses projets de décarbonisation en Afrique et dans le monde. Cette initiative entre dans le cadre de la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 30% d'ici 2030. Pour atteindre ses objectifs, le géant minier a fait savoir qu'il va se baser sur l'utilisation intensive d'énergie propre pour ravitailler en électricité ses mines d'or qui se trouvent en Afrique et ailleurs dans le monde.

Progrès technologiques

L'Afrique joue son destin avec la 4^{ème} révolution

L'amélioration des opportunités d'emploi en Afrique est un enjeu majeur de la politique de développement. Compte tenu du nombre de jeunes Africains qui devraient entrer sur le marché du travail au cours des deux prochaines décennies, cela restera sans aucun doute une préoccupation.

● Issa SIKITI DA SILVA

La problématique de l'emploi des jeunes émane de Louise Fox et du professeur Landry Signé, deux éminents experts de la Brookings Institution, un think-tank américain basé à Washington. Dans un continent où les inégalités sociales auraient atteint des proportions alarmantes, trois pays - l'Afrique du Sud (34,4%), la Namibie (33,4%) et le Nigeria (33,3%) - se distinguent parmi les autres à cause de leurs taux de chômage décrits par Bloomberg comme les plus élevés au monde. Mais depuis un certain temps, la Quatrième révolution industrielle (4RI) a commencé à frapper à la porte du continent, insinuant le message d'une solution "magique" à son problème chronique de chômage.

Route menant à ce grand rêve

Dans un rapport publié en mars 2022 par la Brookings' Africa Growth Initiative, Landry Signé et Louise Fox font des projections. Ils suggèrent que le déploiement de la technologie 4RI pourrait conduire à la création de nouveaux emplois salariés, pour la plupart formels, pour la main-d'œuvre qualifiée. Ces emplois vont concerner notamment les services. Plutôt que d'être économe en main-d'œuvre (comme dans le secteur manufacturier), la technologie complète la main-d'œuvre.

« L'utilisation de la technologie numérique et de la 4RI pourrait également améliorer les revenus dans le secteur informel, réduisant ainsi le risque d'aggravation des inégalités de revenus associées aux primes de compétences dans le secteur formel », indique le rapport intitulé « From Subsistence to Disruptive Innovation: Africa, the Fourth Industrial Revolution, and the Future of Jobs ».

Cependant, la route menant à ce grand rêve semble



longue et glissante, car, certains afro-pessimistes prédisent déjà que le continent pourrait être incapable de s'offrir le billet de ce voyage de la 4RI, parce qu'il serait « trop coûteux » et roulerait « à grande vitesse ». Et c'est à cause de ce que certains observateurs qualifient de « défis insurmontables » ou quelque chose comme cela.

Landry Signé et Louise Fox citent des problèmes et des défis tels que l'absence des politiques publiques, la faiblesse de gouvernance, les mauvaises structures réglementaires de l'Afrique. Toute cette situation décourage l'entrée et la croissance des entreprises, ainsi que la bureaucratie excessive et la corruption qui découragent les investissements nationaux et étrangers.

A en croire ces deux experts, il existe également des problèmes tels que des lacunes dans les infrastructures physiques et numériques et l'accès limité à la technologie, l'accès au financement, et le manque de compétences adéquates.

Résoudre les problèmes épineux

Dans une interview accordée exclusivement à L'Economiste du Bénin, Poorva Karkare, responsable des politiques au Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), a déclaré qu'il n'était pas certain que les

technologies 4RI permettront de réaliser cet exploit. « La question qu'on doit se poser, est de savoir si réellement, ces technologies vont résoudre les problèmes épineux auxquels les pays en développement sont confrontés, compte tenu de leur contexte spécifique ».

« Même les pays à revenu intermédiaire comme l'Afrique du Sud ont des difficultés à mettre en place des conditions favorables pour profiter des opportunités que présentent ces nouvelles technologies », souligne cette experte d'origine indienne basée à Maastricht, aux Pays-Bas. Premièrement, poursuit-elle, les décideurs politiques doivent bien comprendre le contexte de leur pays et cette première étape est nécessaire pour espérer atteindre ces objectifs. « Après un tel diagnostic et l'identification de ces problèmes, des solutions peuvent alors être recherchées dans la technologie 4RI, ou toute autre technologie si elle aide à résoudre le problème identifié ».

« Les décideurs politiques ne doivent pas être distraits par les véritables défis de la transformation structurelle qui va amener à atteindre les objectifs de création d'emplois, de fourniture de services - y compris la santé, l'éducation et les infrastructures et tant d'autres. Sinon, il y a un risque qu'ils mettent en œuvre des solutions et essaient ensuite d'adapter leurs problèmes plutôt que l'inverse ». A en croire cette écono-

miste spécialisée en développement, la diffusion des technologies et leurs avantages nécessitera une grande coordination entre le gouvernement ainsi que le secteur privé et la vaste société civile, qui ont tous des mandats et des intérêts différents.

De son côté, Dr Bruce Byiers, économiste du développement et responsable de l'économie régionale africaine à l'ECDPM, a dit à L'Economiste du Bénin que les technologies 4RI étaient un domaine très nouveau où le secteur privé est en avance sur la courbe et où les gouvernements ont du mal à trouver comment promouvoir les investissements tout en les réglementant.

Par conséquent, soutient Karkare, avant de se lancer dans un projet d'une telle ampleur où le secteur privé est bien en avance, les gouvernements doivent s'engager dans une consultation plus étroite avec le secteur privé.

« Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas dans de nombreux pays. Il n'y a tout simplement pas de plateforme où un dialogue franc et honnête pourrait avoir lieu, en dehors des grandes entreprises qui peuvent avoir un accès direct aux décideurs », regrette Poorva Karkare.

Une technologie trop chère ?

Cependant, avoir les meilleures politiques en place et

s'engager dans une consultation franche et fructueuse avec toutes les parties ne signifie pas nécessairement que l'accès au financement sera garanti. Selon Landry Signé et Louise Fox, la technologie 4RI coûte cher et les coûts fixes élevés doivent être financés. Malheureusement, déplorent-ils, l'accès au financement est l'un des plus grands défis pour les entreprises de haute technologie, non seulement pour l'acquisition de technologies, mais aussi pour la mise à l'échelle des opérations.

Selon Shireen Ramjoo, une spécialiste experte en technologie, le bilan de l'Afrique en matière de soutien et de développement des start-ups est une histoire malheureuse.

« Je pense qu'à cause de cela, la plupart des start-ups technologiques échouent, et l'importance de créer des opportunités pour plus de financement n'est pas davantage privilégiée, même si c'est un secteur qui a besoin d'une grande injection financière pour prospérer », déplore la PDG de Liquid Crypto-Money, une start-up basée à Johannesburg.

Elle poursuit : « Certains pays ont encore une législation en place qui n'est pas avant-gardiste et adaptative, qui interdit et entrave également la croissance de ces entreprises ».

Considérés avec plus de prudence par les investisseurs, les investissements financiers lourds des entreprises innovantes africaines sont parfois difficiles à supporter, et actuellement, seules 20% des PME africaines sont éligibles au crédit bancaire et 87% des start-ups n'ont pas accès au financement, selon l'Agence française de développement (AFD).

Ramjoo exhorte les secteurs privé et public à travailler ensemble pour concevoir des plans visant à soutenir et à développer les start-ups.

« Cela permettra d'encourager davantage l'augmentation des budgets financiers dans cette filière. Un taux de réussite plus élevé au

cours de la durée de vie des start-ups pourrait également encourager les investisseurs en capital-risque à investir davantage dans ce secteur », affirme cette experte sud-africaine.

Selon l'AFD, un soutien technique et financier approprié et le renforcement d'un écosystème favorable sont essentiels pour encourager l'entrepreneuriat innovant sur le continent africain.

Par ailleurs, la gouvernance est également un autre problème qui pourrait faire reculer la 4RI sur le continent. La faiblesse de la gouvernance et les structures réglementaires médiocres de l'Afrique découragent actuellement l'entrée et la croissance des entreprises, qui sont une condition préalable à la transformation économique.

Chloe Teevan, responsable de l'économie numérique et de la gouvernance à l'ECDPM, a déclaré que la révolution numérique a donné lieu à une multitude de défis supplémentaires en matière de gouvernance, car une multitude de réglementations et de politiques supplémentaires sont nécessaires pour répondre aux nouveaux défis que pose la révolution numérique.

« Par exemple, les lois sur la protection des données et les stratégies de cybersécurité sont essentielles pour les investisseurs dans les industries numériques et même pour l'industrie 4.0 au sens large, qui utilisera de plus en plus des technologies telles que l'Intelligence Artificielle (AI), afin d'augmenter la productivité », explique-t-elle.

« À l'heure actuelle, on estime que l'Afrique perd jusqu'à quatre milliards de dollars à cause de la cybercriminalité chaque année. Les politiciens sont conscients de ce défi (par exemple, la déclaration de Lomé sur la cybersécurité), mais s'attaquer à ces problèmes nécessite également des investissements dans les capacités et les infrastructures », renchérit Chloe Teevan.

Mission économique et commerciale au Bénin

Le patronat béninois renforce son partenariat avec les entreprises néerlandaises

Une délégation de la mission économique et commerciale conduite par Maartje SIMITSHUYSEN du Ministère des affaires étrangères a eu des échanges fructueux avec les membres du Conseil national du Patronat du Bénin. C'était ce jeudi 20 Octobre 2022 à Cotonou.

● Abdul Wahab ADO

Les relations entre les membres du Conseil national du Patronat et les entreprises néerlandaises sont désormais renforcées. C'est du moins ce qu'on peut dire au terme des échanges fructueux entre les deux parties. Dans le cadre de leur mission économique et commerciale au Bénin, Maartje SIMITSHUYSEN du Ministère des affaires étrangères des Pays Bas et sa délégation et les membres du patronat Béninois ont passé au scanner des domaines de coopération.

C'est le premier vice-président du patronat du Bénin Régis FACIA, représentant le président qui a conduit les échanges. Dans son intervention, il a fait savoir que la visite de courtoisie et de travail, est un événement et constitue en même temps l'aboutissement et le renforcement d'une coopération fructueuse gagnant-gagnant que nous entretenons depuis mai 2018 avec le DECP et PUM. Il a rappelé que les représentants du Conseil national du Patronat du Bénin lors de la 107ème session de la conférence internationale



du Travail (CIT) ont eu une séance de travail avec Monsieur Jos VAN Erp le 30 mai 2018 à Genève pour jeter les bases de cette coopération. Il ressortait de cette séance que le DECP accompagnera le Conseil National du Patronat du Bénin notamment dans les domaines du Dialogue social et du Développement des compétences. Le premier vice-président du patronat a précisé que depuis plusieurs années le Conseil National du Patronat du Bénin manifeste un intérêt considérablement accru pour cette coopération. « Il nous reste malgré tout, un long chemin à parcourir et ce n'est qu'en agissant de concert que nous atteindrons nos objectifs fondamentaux qui demeureront les mêmes à partir de 1er janvier 2023 avec la fusion

de DECP et du PUM », a précisé Régis FACIA. Il a ajouté que le Conseil National du Patronat du Bénin, est une organisation syndicale des entreprises privées dont les objectifs principaux sont la défense des intérêts de ses membres ; l'amélioration du climat des affaires et la promotion du dialogue social. A cette occasion, dans sa prise de parole, Maartje SIMITSHUYSEN du Ministère des affaires étrangères des Pays Bas a expliqué que c'est une visite de travail et que l'important est la réalisation de l'étude d'écosystème pour renforcer la coopération. « Nous cherchons aussi une approche d'écosystème entre les entreprises néerlandaises et béninoises », a-t-elle indiqué. Les domaines et les activités dans lesquels les deux parties peuvent coopérer ont été passés au peigne fin. Dans son intervention en ligne, Jos VAN Erp a présenté le DECP et le PUM et le thème : Les écosystèmes comme levier de développement. A l'en croire, le PUM est d'aider les Petites et moyennes entreprises en matière d'agro-industrie, les services et la santé. « Notre ambition est d'appuyer les entreprises », a-t-il confié.



Mobile money au Kenya

11,6 milliards USD de dépôts entre avril et juin

Au Kenya, les dépôts d'argent via le service de mobile money ont atteint le chiffre astronomique de 1 434 275 952 629 Ksh (11 563 246 800 USD) entre avril et juin 2022, soit une augmentation de 14,03% par rapport aux chiffres de janvier-mars, selon un rapport de l'autorité de régulation, la Communications Authority of Kenya (CA), publié récemment.



● Issa SIKITI DA SILVA

Quant aux transferts d'argent entre personne physique pendant la même période, ils ont atteint le montant de 1 151 904 135 792 (9 514 108 437,22 USD), une augmentation de 6,30% par rapport à janvier-mars 2022.

Le rapport de la CA révèle également que le pays a enregistré un total de 37 218 141 abonnements au service de mobile money entre avril et juin 2022, soit un taux de pénétration de 75,3%. Le nombre d'agents opérateurs de mobile money officiellement enregistrés était de 301 890.

Le Kenya est la plaque tournante régionale des technologies de l'information et de communication (TIC) de l'Afrique de l'Est,

et l'un des leaders dans la connectivité à large bande, l'infrastructure générale des TIC, les services à valeur ajoutée, le service de mobile money, les services bancaires mobiles et la Fin-tech, selon une analyse de l'Agence pour le commerce international (ITA), une institution fédérale rattachée au ministère du Commerce des Etats-Unis.

Investissements

A en croire la CA, les investissements dans le secteur de la téléphonie mobile sont passés de 45,9 milliards de Ksh (380 millions USD) en 2020 à 51,6 milliards de Ksh (426,2 millions USD), soit une augmentation de 12,41%. A la fin du mois de juin, 59,7 millions d'appareils mobiles étaient connectés aux réseaux mobiles, les té-

léphones polyvalents et les smartphones représentant respectivement 32,9 et 26,8 millions. Les taux de pénétration des téléphones polyvalents et des smartphones calculés en pourcentage de la population totale étaient de 66,6 et 54,3 %, respectivement.

Le pays compte trois opérateurs de téléphonie mobile, à savoir Safaricom (le leader du marché), Airtel et Telkom Kenya. Ce dernier a été entièrement racheté en septembre par le gouvernement auprès de Helios Investment Partners, selon le journal économique Business Daily.

Helios Investment Partners est une société de capital-investissement opérant en Afrique et basée à Londres, avec des bureaux supplémentaires à Nairobi et à Lagos.

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD

Semaine du numérique 2022

L'holographie, Aurélie Adam Soulé Zoumarou sort le grand jeu

(Une soirée de gala aux couleurs du numérique)

Le mardi 18 octobre s'est tenu à Cotonou, le lancement officiel de la Semaine du numérique (Senum 2022). La ministre en charge du numérique et de la digitalisation, Aurélie Adam Soulé Zoumarou n'a pu se rendre en personne au lancement mais en complicité avec la révolution numérique, elle a émerveillé en s'adressant au public de participants, par holographie, un grand coup réussi.

● Bidossessi WANOU

Le maître de cérémonie l'a annoncé à plusieurs reprises dans la présentation du programme que le lancement officiel de la Semaine du numérique 2022 sera prononcé par la ministre du numérique et de la digitalisation alors qu'elle n'était pas dans la salle. Eh bien, c'est le grand coup de la semaine du numérique 2022. La ministre est allée au-delà des mots et panel en vue de faire toucher du doigt, toute la réalité de la révolution numérique au Bénin. Elle a opté pour une présentation holographique. Le moment venu, la technologie a été actionnée et voilà la ministre s'adressant au public sans intermédiaire. C'est-là la particularité de cette édition de la Semaine du numérique, preuve palpable et tangible des performances du secteur. Le président Patrice Talon en porte la vision, « faire du Bénin un hub numérique » en Afrique où tout se met en place année après année, semaine après semaine, jour après jour pour concrétiser ce rêve. Dans un contexte

de révolution accrue, de multiples sollicitations et parfois de réduction de mobilité pour diverses raisons, la solution est toute trouvée. C'est une excellente interface, l'holographie et le public présent au lancement du SENUM 2022 s'en est réjoui. Découvert par Dennis Gabor en 1948, l'holographie se présente comme le support du message le plus complet qui présente sous une posture réelle et très proche du présentiel, le sujet intervenant. Depuis 2020, l'hologramme version 3D permet de transmettre émotion et autres atouts d'une présentation visuelle. Cette présentation de la ministre Zoumarou aura été une première de mémoire d'homme au Bénin à une si grande solennité et qui a fait l'unanimité. Ce n'est pas un manque de considération, a justifié la ministre qui, prise par une autre urgence républicaine, a expliqué utiliser l'alternative pour montrer à ses compatriotes, tout ce qu'on peut faire dans un monde connecté et digitalisé et comment elle tient à



être à leurs côtés. « La surprise a été de taille. N'y voyez aucun manque de considération. Nous avons juste aimé vous présenter de nouvelles surprises dans la SENUM, innover de nouveau, ensemble avec vous », a-t-elle justifié. La ministre a par ailleurs invité les professionnels à continuer par faire toutes les propositions et offres possibles à l'instar de l'holographie qui a émerveillé plus d'un.

Le Gala, moment festif autour d'offres numériques au Bénin

Ce fut un moment festif marqué par quelques présentations d'innovations numériques au Bénin. La ministre du numérique et de la digitalisation en

compagnie de ses collègues de l'industrie et du commerce Shadya Alimatou Assouman et de son homologue des affaires étrangères et de la coopération, Aurélien Agbénonci, d'acteurs du numériques et cadres de différents ministères ont partagé un moment de plaisir. Une soirée exceptionnelle avec l'exposition d'innovations numériques dans les domaines de l'agriculture, de la gestion des données personnelles, de la protection de l'environnement, de la gestion de l'énergie et autres. Dans sa déclaration à cette soirée de gala, « j'ai voulu prendre la parole en premier pour vous souhaiter la bienvenue et vous dire à quel point mon équipe et moi sommes heureux de vous

avoir avec nous depuis le début et encore ce soir », a déclaré la ministre du numérique et de la digitalisation, Aurélie Adam Soulé Zoumarou. « La semaine du numérique, ce n'est pas la semaine du ministère. C'est la semaine de l'ensemble de l'écosystème direct et indirect du numérique, puisque le numérique est transversal », a-t-elle poursuivi. C'est d'ailleurs pour cela que différents acteurs ont été mobilisés à cette soirée de gala pour partager et apprécier à la faveur d'un moment de réjouissance, tout ce qui se fait dans le secteur. Invité à cette soirée, Aurélien Agbénonci a salué le travail des acteurs du secteur du numérique à qui il a réitéré ses amitiés : « La semaine du numé-

rique est devenue une institution pour notre pays. Les membres de l'écosystème du digital au Bénin sont tous des amis parce qu'ils nous permettent de présenter la vitrine du troisième millénaire de notre pays. On ne peut pas être heureux quand on fait de la digitalisation si on ne tire pas la conséquence première qui est celle d'ouvrir le Bénin sur le monde et d'apporter le monde vers le Bénin », a fait savoir le ministre des affaires étrangères. « La grande victoire que nous avons eue, le ministère de l'intérieur, le ministère du numérique et celui des affaires étrangères, celle du e-Visa, qui honore notre Bénin », a indiqué Aurélien Agbénonci. Il faut noter que la SENUM 2022 se poursuit et prend fin ce vendredi 21 octobre 2022.



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : bevm@bevm.cg

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
Adresse : Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

Royaume-Uni**L'inflation accélère à 10,1 % sur un an en septembre, au sommet en quarante ans**

Toujours plus haut, plus fort et plus vite... L'inflation a accéléré à 10,1 % sur douze mois au Royaume-Uni, au sommet en quarante ans et la plus forte des pays du G7, nourrie principalement par une envolée des prix de l'alimentation, en pleine crise du coût de la vie au Royaume-Uni. Des chiffres qui risquent d'ajouter encore aux difficultés rencontrées par la Première ministre Liz Truss, qui lutte pour sa survie politique après un plan économique catastrophique qui a mis le feu aux marchés financiers et l'a forcée à un humiliant et drastique revirement. En août, l'inflation atteignait 9,9 %. Parmi les autres facteurs ayant contribué à intensifier le rythme de la hausse des prix le mois dernier, l'Office national des statistiques (ONS) mentionne les tarifs hôteliers dans son rapport mensuel mercredi. En revanche, la flambée des prix a été partiellement atténuée par un repli des prix des carburants, des billets aériens qui ont reculé plus que d'ordinaire pour cette époque de l'année, tandis que les voitures d'occasion ont moins augmenté que les années précédentes. « Après la petite baisse du mois dernier, l'inflation est retournée à ses sommets du début de l'été », remarque Darren Morgan, directeur des sta-



tistiques économiques de l'ONS. Si le taux d'inflation reste « à un niveau historiquement élevé, les coûts auxquels sont confrontées les entreprises commencent toutefois à ralentir, avec les prix du pétrole brut qui ont même chuté en septembre », tempère-t-il.

Chute de la livre

« Je comprends que les familles à travers le pays ont du mal à faire face à la hausse des prix et aux factures d'énergie en hausse » a réagi le tout nouveau ministre des Finances, Jeremy Hunt. Il a été nommé dans l'urgence vendredi par la Première ministre Liz Truss après le fiasco de son projet budgétaire alliant baisses d'impôts tous azimuts et soutien massif aux factures de l'énergie, qui devait être financé uniquement par la dette en pleine poussée des taux. Jugé comme inflationniste à moyen terme et susceptible de faire déra-

per dangereusement les finances publiques, il a fait fuir les investisseurs. La livre a chuté à son plus bas historique et les coûts d'emprunt de l'Etat britannique ont décollé, ce qui s'est répercuté sur les taux de crédit immobilier et aux entreprises, alors qu'ils étaient déjà en forte hausse. « Ce gouvernement donne la priorité aux plus vulnérables tout en apportant de la stabilité économique et en menant vers une croissance de long terme souhaitée par tous », a assuré le ministre dans sa déclaration. La responsable travailliste des questions économiques Rachel Reeves a pour sa part fustigé des chiffres de l'inflation « qui ajoutent à l'anxiété des familles ». Le pays traverse « une crise générée par les Conservateurs (...) mais payée par les travailleurs », a-t-elle ajouté.

20 minutes

Hausse des prix**Bruno Le Maire vise « 5 % d'inflation début 2023 », « 4 % fin 2023 » et « 2 % courant 2024 »**

Si le tube de l'année 2020 et 2021 était incontestablement le coronavirus, répété jusqu'à l'indigestion, l'inflation devrait être l'album des deux-trois années suivantes. La musique entêtante et déprimante de la hausse des prix semble en tout cas partie pour durer encore un petit temps, prévient Bruno Le Maire. Le ministre de l'Economie et des Finances a déroulé jeudi ses objectifs en matière d'inflation, affirmant vouloir la ramener à 5 % début 2023, 4 % fin 2023 et 2 % courant 2024 mais prévenant qu'en cas de crise « tout pourrait voler en éclats ». « Je ne sais pas si nous les atteindrons, il

suffit que la crise dégénère en Ukraine pour que tous ces chiffres volent en éclat, il suffit qu'il y ait une crise majeure en Chine pour que tous ces chiffres volent en éclats j'en ai conscience, donc je les donne avec beaucoup de prudence », a-t-il ajouté.

« Tout est supportable sauf l'inflation »

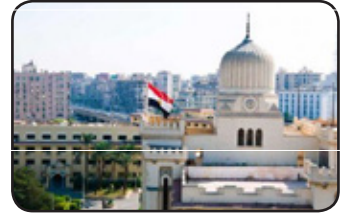
La hausse des prix à la consommation en France a ralenti à 5,6 % sur un an en septembre, contre 5,9 % en août, selon l'Insee qui doit publier la semaine prochaine sa première estimation pour le mois d'octobre. L'institut statistique prévoyait toutefois dans sa note de conjoncture pour

le dernier trimestre un rebond de l'inflation à la fin de l'année après une stabilisation en octobre. Bruno Le Maire a insisté sur la nécessité de « rassurer » les Français sur l'inflation, ajoutant que ses objectifs constituaient son « plan de bataille » car « tout est supportable sauf l'inflation ». Selon lui, la hausse des prix est « génératrice d'angoisses » pour les ménages. « Ce n'est pas simplement une difficulté économique, c'est une difficulté sociale, une difficulté politique, les gens se sentent pris à la gorge (...) et c'est comme ça que démarrent les crises politiques », a-t-il martelé.

20 minutes

Egypte**Le Qatar négocie l'acquisition de participations dans des sociétés d'Etat pour 2,5 milliards \$**

Les investissements qataris devraient insuffler une bouffée d'oxygène à l'économie égyptienne qui subit de plein fouet les conséquences de la guerre en Ukraine. Le Qatar est en pourparlers avancés pour acquérir des participations dans des sociétés publiques égyptiennes, dont le plus grand opérateur de téléphonie mobile du pays, pour environ 2,5 milliards de dollars, a rapporté Bloomberg mercredi 19 octobre, citant des sources proches du dossier. Dans ce cadre, Qatar Investment Authority, le fonds souverain du premier producteur et exportateur mondial de gaz naturel liquéfié, devrait prendre une participation de 20% dans Vodafone Egypt, auprès de Telecom Egypt, ont précisé ces sources. Les investissements qataris devraient être finalisés d'ici fin 2022. Ils pourraient insuffler une bouffée d'oxygène à l'économie égyptienne, qui subit de plein fouet les conséquences de la guerre en Ukraine. Alors que les investisseurs étrangers ont retiré 22 milliards de dollars du marché de la dette égyptienne depuis le début du conflit russo-ukrainien, Le Caire doit faire face à des factures d'importation de produits alimentaires et de carburant plus élevées. L'Egypte avait rompu en juin 2017 ses relations avec le Qatar, en raison notamment du soutien présumé de Doha aux Frères musulmans. Cette confrérie avait remporté les élections en Egypte dans le sillage de la révolution de 2011, avant d'être interdite en 2013 dans la foulée du renversement de l'islamiste Mohamed Morsi par le maréchal Abdel Fattah al-Sissi. Les relations entre Le Caire et Doha n'ont été rétablies qu'en janvier 2021 dans le cadre d'une réconciliation globale impliquant également l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn. En mars 2022, le Qatar avait déposé 3 milliards de dollars auprès de la Banque centrale égyptienne pour aider le pays le plus peuplé du monde arabe à faire face à la flambée des prix alimentaires.

Côte d'Ivoire**La production d'or baisse à Yaouré, mais Perseus peut encore produire 500 000 onces en 2022**

En Afrique de l'Ouest, l'australien Perseus Mining exploite Edikan au Ghana et les mines d'or ivoiriennes Yaouré et Sissingué. Sur les 390 000 onces livrées par les trois actifs entre janvier et septembre 2022, Yaouré représente environ 230 000 onces. Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre, l'australien Perseus Mining a produit 137 460 onces sur ses opérations, soit une hausse de 12 % en glissement

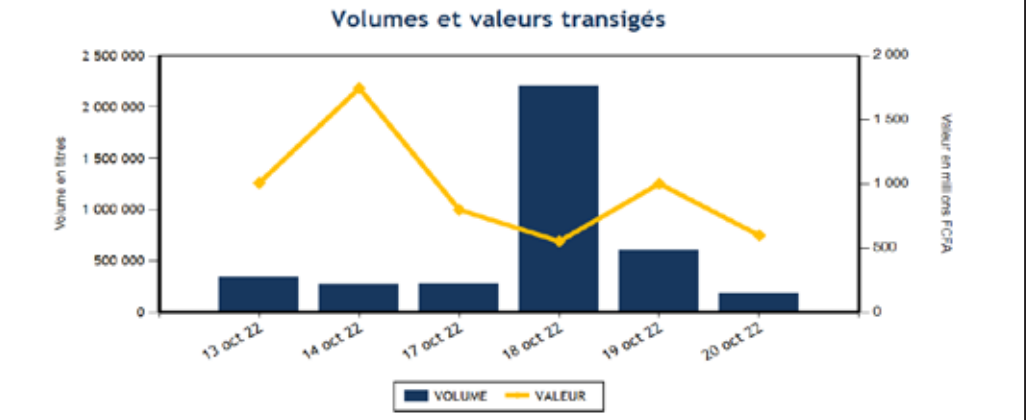
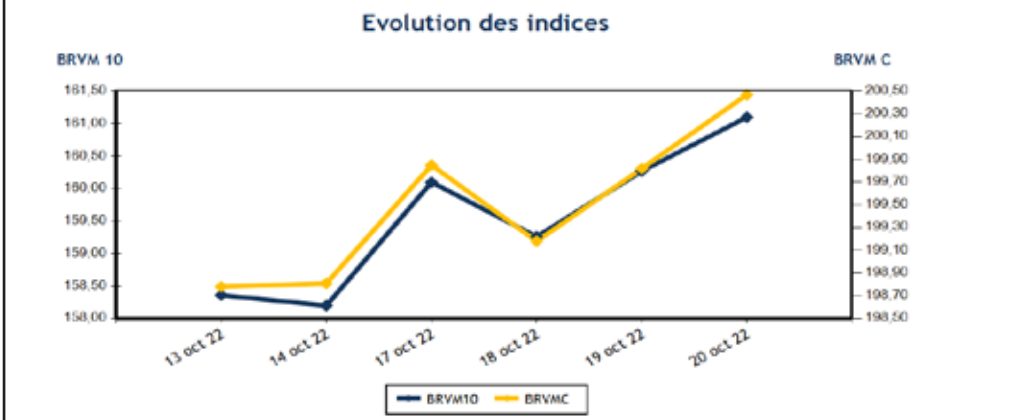
trimestriel. C'est ce qu'a annoncé la compagnie dans son bilan d'activité publié le 20 septembre, précisant qu'elle reste en bonne voie pour livrer 240 à 265 000 onces d'or pour la seconde moitié de l'année, comptant pour le premier semestre de son exercice 2023. La production de la mine d'or Yaouré, son actif phare exploité en Côte d'Ivoire, a baissé de 12 % par rapport au trimestre précédent pour atteindre 71 469 onces. Cela y porte la production des neuf premiers mois de l'année à 229 540 onces. Notons que la diminution de la production d'or à Yaouré est compensée par la hausse de 81 % enregistrée à Edikan. La mine d'or ghanéenne a en effet livré 52 127 onces, contre 28 668 onces au deuxième trimestre. A Sissingué, seconde mine d'or ivoirienne de Perseus, la production d'or a atteint 13 864 onces. Pour rappel, les mines de Perseus ont livré 252 850 onces d'or au premier semestre 2022. La compagnie vise pour l'année entière une production d'or d'au moins 500 000 onces.

Ghana**Une nouvelle estimation de ressources est attendue au projet de lithium Ewoyaa d'ici début 2023**

Atlantic Lithium veut mettre en service la première mine de lithium du Ghana en 2024. Pour y arriver, la société doit notamment réaliser une étude de faisabilité définitive qui nécessite la mise à jour de l'estimation des ressources minérales de son projet Ewoyaa. Au Ghana, la junior minière Atlantic Lithium a achevé un programme de forage de 47 000 m à son projet de lithium Ewoyaa. Les premiers résultats publiés dans un communiqué le jeudi 20 octobre renforcent, apprend-on, la confiance de la société dans la possibilité de convertir les ressources du projet en réserve de minerai. En attendant d'arriver à cette étape, la société prépare une estimation de ressources minérales actualisée qui devrait être disponible avant la fin de l'année, ou au plus tard début 2023. Cette mise à jour devrait entraîner une hausse des ressources minérales évaluées dans la dernière estimation à 30,1 millions de tonnes à une teneur en lithium de 1,26 %. « Les derniers résultats de forage intercalaire dans les ressources actuelles du gisement principal d'Ewoyaa ont révélé de multiples intervalles de pegmatite à haute teneur supérieure à 1,5 % de lithium », souligne déjà Lennard Kolff, DG par intérim d'Atlantic Lithium. Notons que la publication de la mise à jour de l'estimation de ressources minérales sera suivie quelques mois plus tard par les résultats de l'étude de faisabilité mi-2023. Il s'agit d'une étape décisive, car elle devrait déclencher, sous conditions, la mise à disposition des fonds nécessaires à la construction de la mine par l'américain Piedmont Lithium.

Ecofin du 20 Octobre 2022

BRVM 10 161,10	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	BRVM Composite 200,47
Variation Jour ↑ 0,52 %	jeudi 20 octobre 2022	Variation Jour ↑ 0,33 %
Variation annuelle ↑ 4,94 %	N° 202	Variation annuelle ↓ -0,89 %
Site : www.bvrm.org		



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA) (Actions & Droits)	6 034 217 786 198	0,33 %
Volume échangé (Actions & Droits)	183 627	-69,73 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	598 170 689	-39,78 %
Nombre de titres transigés	42	-4,55 %
Nombre de titres en hausse	16	23,08 %
Nombre de titres en baisse	17	-5,56 %
Nombre de titres inchangés	9	-30,77 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 582 374 811 410	-0,25 %
Volume échangé	124	-85,97 %
Valeur transigée (FCFA)	1 241 250	-85,74 %
Nombre de titres transigés	4	-73,33 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	4	-60,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	11 030	7,45 %	57,80 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	965	7,22 %	-18,91 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	695	6,92 %	11,20 %
SICOR CI (SICC)	6 800	4,86 %	32,81 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 615	3,58 %	-13,93 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	1 100	-7,17 %	-45,00 %
SETAO CI (STAC)	1 190	-7,03 %	63,01 %
BERNABE CI (BNBC)	2 050	-6,61 %	-5,75 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 165	-6,05 %	-30,65 %
SICABLE CI (CABC)	1 050	-4,11 %	3,45 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	101,33	-0,62 %	-7,97 %	28 077	41 981 465	25,60
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	462,43	-0,15 %	3,03 %	46 019	276 816 700	9,11
BRVM - FINANCES	15	75,06	0,32 %	-2,68 %	81 270	113 539 934	7,18
BRVM - TRANSPORT	2	384,66	-0,92 %	-38,17 %	1 130	1 765 105	6,15
BRVM - AGRICULTURE	5	300,47	3,55 %	23,49 %	15 289	141 336 925	5,85
BRVM - DISTRIBUTION	7	387,59	0,87 %	-4,87 %	11 474	22 286 880	27,69
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 468,32	-7,03 %	63,01 %	368	443 680	14,29
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,00	
Taux de rendement moyen du marché	7,51	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,98	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	107	
Volume moyen annuel par séance	1 074 284,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 988 533 116,84	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,41	
Ratio moyen de satisfaction	21,90	
Ratio moyen de tendance	497,08	
Ratio moyen de couverture	20,12	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,60	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com

SGI - BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316066

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
sgjbs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	
18	SAINTE GABRIEL	95605656	8EME
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Octobre 2022

Vendredi 7 Octobre 2022

Mardi 11 Octobre 2022

Samedi 15 Octobre 2022

Mercredi 19 Octobre 2022

Dimanche 23 Octobre 2022

Jeudi 27 Octobre 2022

Lundi 31 Octobre 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 18/10/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 18 Octobre 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 18 Octobre 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
	Matéri	Matéri	jeudi
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
Cobly	Cobly	Cobly	mercredi
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	mercredi
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikémon	Ikémon	mercredi
	Borgou	Gogounou	Gogounou
Collines	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi
	Sokka	Sokka	mercredi
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
	Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi
	Savè	Savè	lundi
Donga	Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	mercredi
	Lahotan	Lahotan	mercredi
	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependencepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Lion Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Scorpion Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin
Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com
Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication
Jules AFFODJI

Rédacteur en chef
Jean Claude KOUAGOU
(97 720 976)

Secrétaire de rédaction
Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs
Nestor DEHOUNDJII
Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)
Sylvestre TCHOMAKOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho
(Correspondant Ouémé Plateau)
Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)

Rock AMADJI
(Correspondant Zou-Collines)

Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA
(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France
de l'Economiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale
Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste
Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Mois du consommons local, emploi et insertion des Jeunes

« Le diplôme aujourd'hui, c'est un pis-aller », dixit Marcel Afouda

(Que les parents n'investissent plus dans les formations inutiles)

Le consommons local ne s'entend pas sans la production pour l'offre locale. Cela suppose une bonne formation, des formations adaptées et mieux, des financements pour l'auto-emploi des jeunes. Marcel Afouda est Directeur de l'entrepreneuriat et de l'emploi indépendant à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Il nous en parle dans cette interview.

C'est le mois du consommons local. Dites-nous quel pourrait être le lien qu'on peut établir entre l'entrepreneuriat et le consommons local ?

L'entrepreneuriat suppose qu'il y a un besoin qu'on a constaté et qu'on a envie de satisfaire. Et ce que nous remarquons, c'est que la plupart de ce que nous consommons dans notre pays à une grande majorité viennent d'ailleurs. Mais si on doit parler de l'entrepreneuriat dans notre pays, il va falloir que nous valorisons nos produits au niveau local d'abord ou envoyer des gens vers la mise en valeur de ces produits au niveau local. Si on ne fait pas ça, on ne peut parler de l'entrepreneuriat. Entreprendre, c'est qu'au niveau local, les besoins que les gens ont au niveau local, il faut leur apporter ça. Il faut leur apporter la solution aux problèmes qui se posent à eux au niveau local.

Selon vous, comment promouvoir l'entrepreneuriat ?

L'ANPE pour promouvoir l'entrepreneuriat a fait un recensement au niveau de chaque localité. Les opportunités qu'il y a par rapport à l'entrepreneuriat et il y a une cartographie qui a été réalisée. Vous allez aujourd'hui dans n'importe quelle localité, vous savez les produits qu'il y a dans ces localités et comment on les produit pour pouvoir vous faire un emploi, pour pouvoir créer votre propre entreprise.

Une fois l'entreprise créée, quels sont les circuits de distribution possibles ?

Une fois l'entreprise créée, je crois qu'il y a des gens qui ont fait Marketing et action Commerciale. Mais il va falloir faire une reconversion pour leur permettre d'être de véritables distributeurs parce qu'il ne sert à rien de faire une formation pour dire que j'ai un diplôme. Le diplôme aujourd'hui ne sert pas à grande chose sinon c'est un pis-aller. Donc, il va falloir, aujourd'hui, qu'on se mette véritablement à la tâche. À savoir : ne pas s'approcher forcément



● Marcel Afouda est Directeur de l'entrepreneuriat et de l'emploi indépendant à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE)

de ce qu'on a appris mais faire ce qui va nous permettre de nous prendre en charge.

Qu'est-ce que nous pouvons faire pour faciliter l'action sociale ?

Il y a le Label groupe international avec qui nous travaillons et nous pensons qu'à travers ce réseau, on peut les mettre en contact avec de jeunes pour que les gens se servent de la distribution parce que la distribution est une discipline et une sorte d'entrepreneuriat qui peut permettre aux jeunes de se prendre en charge plutôt que d'aller faire un hypothétique emploi-salarié qui n'est plus garanti à vie comme autrefois.

Les financements existent-ils ?

Bien sûr que les financements existent. Mais je vais parler de financement par rapport à la triste expérience que nous avons vécu avec le FNPEEJ (FONDS NATIONAL DE

PROMOTION DE L'ENTREPRISE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES). Cinq (5) milliards environ ont été mobilisés pour permettre aux jeunes de créer leur propre entreprise et nous n'avons pas mobilisé 20% de ce financement. Du coup, l'argent a été dilapidé. La chaîne de solidarité qui doit permettre aux jeunes d'avoir de l'argent s'est brisée. On est obligé de fermer les clics et les clacs et de mettre la clé sur le paillason. Aujourd'hui, le gouvernement est entrain de réorganiser ce secteur. Avec le Bénin par exemple et avec l'ADPME qui est mise en place et qui doit commencer ses activités dans les prochains jours. Les financements sont orientés et même sur le plan agricole, vous avez des financements. Bénin-biz et les autres structures accompagnent les jeunes pour leur permettre de trouver les moyens au niveau de leurs entreprises.

Vous parlez de financement agricole mais est-ce que les terres sont disponibles ?

Mais pourquoi vous pensez que c'est seulement l'agriculture qui va permettre aux jeunes de se développer ? Et puis, les terres sont disponibles. Les terres appartiennent à l'Etat et si l'Etat veut que les jeunes s'essaient véritablement, ils vont trouver les moyens pour mettre des terres à disposition. Il y a beaucoup de terres exploitées dans ce pays. Vous le savez mieux que moi.

Vous avez un appel à lancer ?

Si j'ai un appel à lancer, c'est aux parents parce que pendant longtemps on a souvent considéré que notre vie, c'est dans un bureau climatisé, dans une veste-cravate pour paraître être heureux. Mais avec ce qui se passe aujourd'hui, il va falloir que les parents n'investissent plus dans les formations inutiles et que les centres de formation aussi prennent conscience de ce qu'il doit avoir des formations adaptées aux problèmes de notre pays.

Par Bidossessi WANOU

Financement des activités génératrices de revenus

Sensibilisation sur les principes du microcrédit Alafia 2

Le Fonds National de la Microfinance (FNM) a effectué une tournée d'informations et de sensibilisation du 10 au 21 Octobre 2022 auprès des populations béninoises sur les avantages du microcrédit Alafia et les conditions d'accès à la phase 2. Le Directeur Général du FNM, Louis BIAO et ses équipes ont parcouru 38 communes sélectionnées dans les 12 départements du Bénin à cet effet.

● Falco VIGNON

De Pehunco à Dassa-Zoumè en passant par Natitingou ; Tanguiéta ; Toucountouna ; Boukoumbé ; Copargo ; Ouaké ; Djougou ; Bassila ; Savalou et Bantè ; les populations ont reçu l'assurance que tout est mis en place pour que le microcrédit soit proche d'elles à tout moment. D'ailleurs, un numéro vert, le 7320 (appel gratuit) est installé pour recevoir les plaintes et orienter les populations. Les personnes rencontrées à Abomey-Calavi ; Allada ; Tori ; Ouidah ; Grand Popo ; Comé ; Houéyogbé ; Lokossa ; Dogbo ; Lalo ; Aplahoué ; Djidja et Bohicon ont été invitées, tout comme partout ailleurs, à respecter les principes de fonctionne-



ment du microcrédit Alafia et à rembourser à bonnes dates pour sa pérennisation. Il s'est agi d'expliquer davantage aux populations, les implications du passage à la phase 2 du microcrédit Alafia, leur donnant la possibilité d'obtenir la somme de cent mille (100.000) Francs CFA, à la première

demande. De Malanville à Savè en passant par Bani-koara ; Kandi ; Ségbanan ; Gogounou ; Bembèrèkè ; N'dali ; Nikki ; Pèrèrè ; Parakou et Tchaourou ; Louis BIAO a dit aux populations rencontrées que l'ambition du Gouvernement et de son Chef, le Président Patrice TALON, à travers

les réformes opérées au niveau de ce produit est de remettre les populations au travail afin de réduire considérablement le taux de pauvreté au Bénin. Tous ceux et celles qui ont le désir de mener une activité génératrice de revenus en République du Bénin et qui n'en ont pas les moyens peuvent donc avoir accès à des crédits compris en 30 mille, 50 mille et 100 mille Francs CFA sans aucune garantie ; dans un délai court et sans tracasseries, selon le DG/FNM. Et pour cela, le Gouvernement décaisse énormément d'argent au profit des Systèmes Financiers Décentralisés chaque année. L'assouplissement des conditions d'accès intervenu ces dernières années et qui permettent aux bénéficiaires de recevoir et

de rembourser leurs crédits directement sur leur téléphone portable, sans intermédiaire a permis d'enregistrer un nombre important de demande déjà satisfaite. Louis BIAO et son équipe ont achevé cette tournée avec satisfaction et l'assurance des élus communaux et locaux qui ont promis poursuivre la mobilisation à la base. Les Centres de Promotion Sociale, quant à eux, sont ouverts pour aider les bénéficiaires à mieux se servir des crédits pour l'atteinte des objectifs du Gouvernement. Et pour bénéficier dudit crédit, il aura suffi au requérant de disposer d'une Pièce d'Identité (Carte d'Identité Nationale, carte LEPI, ou Certificat d'Identification Personnelle CIP), d'un compte de transfert d'argent enregistré en

son nom auprès d'un des opérateurs GSM partenaires du FNM, être membre d'un groupe de caution solidaire de 3 ou 5 personnes, Payer les frais connexes qui s'élèvent à 400 FCFA pour les frais de dossier et de formation et 1,2 pourcent du montant du crédit pour la prime d'assurance décès. Pour ces fonds, le Microcrédit Alafia Phase 2, le taux d'intérêt est maintenu à 4% pour un remboursement en un semestre et à 8 % sur 10 mois. Le soin est donc laissé au bénéficiaire de payer les frais de retrait de son crédit selon la grille tarifaire de son opérateur GSM, mais le gouvernement prend en charge les frais de remboursement que le bénéficiaire devra supporter durant la période de remboursement.

Forum des caisses de dépôts de Côte d'Ivoire

Mobilisation des ressources domestiques, une préoccupation à Abidjan

Le forum de la Caisse des dépôts et consignations de Côte d'Ivoire (CDC CI) a été organisé ce mardi 18 octobre à Abidjan. Les capacités communes de mobilisation de ressources, notamment domestiques et d'accroître les capacités d'investissement des Etats à travers les établissements publics à caractère financier que sont les Caisses de dépôt et les Fonds nationaux de sécurité sociale (NSSF) a été la préoccupation.

● F.V.

Lassina Fofana, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations de Côte d'Ivoire (CDC CI), également président du Forum des caisses de dépôt, a convié, ses pairs et les institutions de financement du développement en Afrique à mettre en place un cadre permanent d'échange qui permettra de développer des synergies d'actions pour optimiser sur les capacités communes de mobilisation de ressources, notamment domestiques et d'accroître les capacités d'investissement des Etats à travers les établissements publics à caractère financier que sont les Caisses de dépôt et les Fonds nationaux de sécurité sociale (NSSF).

L'objectif de ce Forum : présenter et encourager les synergies entre les modèles « Caisse de Dépôt », « Fonds de Prévoyance », et

les Banques Publiques de Développement, les Institutions de Financement du Développement et les Agences de Financement du Développement. Il s'est agi au cours de cette rencontre qui a réuni, des experts parmi lesquels, Serge Ekué, le président de la Banque Ouest africaine de développement (Boad) ; Ahmadou Abdoulaye Diallo, Directeur général du Fonds de solidarité africain (Fsa) ; Bernado Bini Smaghi, Secrétaire général du Forum des Caisses de dépôts. En effet, cette rencontre tenue en marge du Finance in Common Summit 2022 a vu la participation des Caisses de Dépôt d'Afrique et Europe ainsi que des Institutions de financement du développement telles que la Boad et le Fonds de solidarité africain. « La mobilisation des ressources domestiques, levier de la croissance et du développement durable



● Les invités de marque

: quelle synergie entre les Caisses de Dépôt et les Institutions de financement du développement ». C'est le thème de la table ronde à l'initiative de la Caisse des dépôts et consignations de Côte d'Ivoire (Cdc-Ci) en partenariat avec le Forum des caisses de dépôt tenue, le mardi 18 octobre 2022, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, en marge de la 3e édition de « Finance in Common Summit ».

A cet effet, de l'organisation de la table ronde, a été pour M. Lassina Fofana, Directeur général de la Cdc-Ci également Président du Forum des Caisses de Dépôt, a invité les Caisses de Dépôt et les institutions de financement du développement à mettre en place un cadre permanent d'échange. Et ce, pour permettre de développer des synergies d'actions en

vue, d'une part d'optimiser les capacités communes de mobilisation de ressources, notamment domestiques. Et d'autre part d'accroître les capacités d'investissement des Etats à travers les Établissements publics à caractère financier que sont les Caisses de dépôt.

Cette rencontre a été l'occasion d'illustrer les différents modèles d'institutions qui mobilisent les ressources domestiques sur le continent. Les intervenants à cette table ronde ont présenté les complémentarités et les possibilités de synergie entre les Caisses de dépôts africains et les institutions de financement de développement. Dans l'ensemble, les experts ont mis en évidence les synergies d'actions entre les Caisses de dépôt africaines, le Fonds de solidarité africain, la Boad, la Bad et la Banque mondiale. Le Forum

a permis de faire connaître et mettre en évidence les différents modèles d'institutions africaines dont la mission est de mobiliser des ressources domestiques en vue de contribuer au financement du développement durable de leur pays ; la complémentarité et les synergies d'intervention des Caisses de dépôt africaines avec les Institutions de financement du développement, notamment avec le Fonds de solidarité africain et la Boad. Au cours du panel les différents experts ont rappelé que la mobilisation des ressources notamment domestiques (épargne, prévoyance, dépôts et consignations) est devenue la priorité pour les Etats africains. Cette mobilisation de ressource constitue le moyen idéal pour financer leurs économies et leurs investissements de long terme pour le développement durable. C'est d'ailleurs, ont-ils fait remarquer, ce qui traduit en Afrique du Nord, de l'Ouest et centrale, à partir de 2010 la volonté de disposer de nouveaux instruments financiers publics. Modèles calqués sur les « Caisses de dépôts » dans certains pays et le modèle des « Fonds de prévoyance publics » dans d'autres pays. Ces deux modèles reconnaissent les

panélistes reposent sur une même vision de la gestion et la sécurisation des ressources domestiques stables et diversifiées. Ce qui permettra de financer des projets résilients et bas carbone dans le domaine des infrastructures économiques et sociales, des Pme, du logement, du développement local. La mise en place de ces modèles répond également aux besoins émergents des différentes diasporas africaines éparpillées en Afrique et dans le monde. D'où la nécessité d'innover et de proposer de nouveaux produits d'épargne et de prévoyance comme le fait la Cdc-Ci.

Par ailleurs, créé en février 2011, le Forum des Caisses de Dépôt est présidé par la Caisse des dépôts et consignations de Côte d'Ivoire (Cdc-Ci). Il regroupe l'ensemble des Caisses de dépôt et a pour mission de faire connaître le modèle « Caisse de Dépôt », de promouvoir le rôle des Caisses de dépôt dans la mobilisation de l'épargne, leur capacité à accompagner les politiques publiques et leur statut d'investisseur d'intérêt général de long terme. A noter qu'ont pris part à cette rencontre, les Caisses de dépôts du Bénin, du Gabon, du Maroc, de la Mauritanie, du Sénégal, du Niger, de la Tunisie, de la France et de l'Italie.



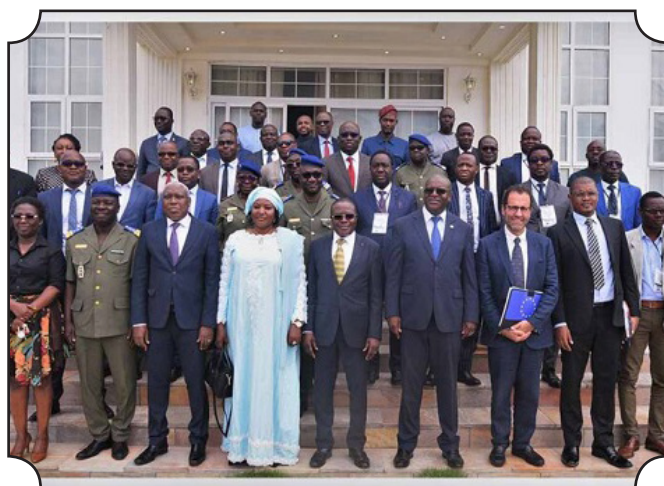
Réformes fiscales en Afrique de l'Ouest

Bientôt une harmonisation régionale de la TVA

Les experts de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont organisé du lundi 10 au samedi 15 octobre 2022 à Lomé au Togo, un atelier de haut niveau sur l'harmonisation de la Taxe Valeur Ajoutée (TVA) en Afrique de l'Ouest.

● Abdul Wahab ADO

L'auto-liquidation de la TVA à la frontière, la limitation des retenues à la source, la fiscalisation des prestations numériques ou la suppression des exonérations sont, entre autres, les innovations qui seront introduites dans la perception des Taxes sur la valeur ajoutée (TVA) dans les pays de la CEDEAO, l'UEMOA et de la Mauritanie dans les prochains mois. Les experts de l'UEMOA et de la CEDEAO ont posé les bases de la réforme fiscale de la TVA dans les pays ouest-africains lors de la clôture de leur atelier le



● Photo de famille des experts

samedi 15 octobre 2022. Les assises de Lomé qui ont réuni tous les experts de la CEDEAO et de l'UEMOA étaient exclusivement ré-

servées à la révision des directives sur la TVA, en vigueur depuis plus de dix ans dans la sous-région. A cette occasion, Salifou Tiemtoré,

directeur de l'Union douanière et de la fiscalité de la CEDEAO a fait savoir que les réformes visent l'harmonisation des taxes dans les pays ouest-africains, et devront, permettre aux Etats de mieux recouvrer les taxes. « Nous avons apporté des amendements majeurs qui permettent d'élargir l'assiette de TVA. Il s'agit de la revue de certaines exonérations, aidant ainsi à donner plus de possibilités aux Etats, grâce à la flexibilité dans les règles, pour améliorer les taxes », a-t-il indiqué. En effet, selon les sources officielles, cette directive communautaire sur la TVA, sera soumise en novembre

prochain aux administrations fiscales de chacune des entités concernées dans la sous-région.

Pour rappel, la directive prévoit la suppression de certaines exonérations dans le secteur agricole et sur la vente d'immeubles et de fonds de commerce par des non-assujettis. Par ailleurs, les opérations d'assurance et de réassurance sont assujetties à la TVA de même que celles des jeux de hasard et de vente au détail des produits pétroliers. Selon l'organe Togo First, l'Office togolais des recettes (OTR) soutient que

l'adoption de cette directive lui permettra d'être plus efficace. « Cette taxe étant un impôt leader sur lequel les Etats comptent pour le financement des besoins, nous pouvons l'utiliser pour agir sur le revenu des ménages et alléger certaines dépenses de la population », a déclaré Kambatibe Konlani, directeur de la Législation et du Contentieux fiscal à l'OTR. Par ailleurs, la mise en œuvre de cette réforme fiscale va également faciliter les échanges commerciaux entre les pays en Afrique de l'Ouest, une priorité pour la Zone de libre-échange continentale (ZLECAF).



SALON DES BANQUES & PME DE L'UEMOA



Un salon d'Affaires, de l'Innovation et de Partages

8^{ème} Edition

LOME TOGO

1^{er} au 5 Nov. 2022

THÈME :

« FINANCEMENT ET INVESTISSEMENT DES PME DE L'UEMOA, FACE AUX CRISES ET MUTATIONS DES ÉCONOMIES : INNOVATIONS, RÉSILIENCE ET CROISSANCE INCLUSIVE »



CAMPS PME

INNOVATIVE PROJECTS

CARAVANE DES PME DE L'UEMOA

PME AWARDS

JOURNÉE THÉMATIQUE

VILLAGES DES EXPO (CARREFOUR DES PME)

SME NETWORKING

RÉSEAUTAGE & PARTENARIATS

DÉCOUVERTES CULTURELLE & TOURISTIQUE

Inscription sur www.salonpmeuemoa.org

Redynamisons les PME de l'UEMOA!

Secrétariat Permanent : (226) 7667 6690 Fundraising : (228) 90 01 07 47
Point Focal Togo : (228) 91 36 85 69 Chargé de l'international : +32 485 275 909

Autres Points Focaux : (221) 774147704 • (223) 74534024 • (225) 0708238636 •
(226) 70336233 • (227) 91307515 • (229) 61333235 • (245) 6266282

 @SalonBanquesPMEUEMOA

 salonpme@gmail.com

 www.salonpmeuemoa.org